



Banque de la République d'Haïti

# **NOTE SUR LA POLITIQUE MONETAIRE**

**1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice fiscal 2020**

*(Octobre-décembre 2019)*

## Sommaire

I.	VUE D'ENSEMBLE .....	2
II.	L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL.....	2
	II.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE.....	2
	II.2 L'ÉCONOMIE HAITIENNE.....	5
III.	LES DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020.....	8
IV.	LES RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SYSTÈME BANCAIRE.....	10
V.	PERSPECTIVES.....	13

## **I. VUE D'ENSEMBLE**

Les principales économies mondiales, au 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice fiscal 2019-2020, ont été marquées par le maintien de la vigueur de l'activité économique principalement au niveau de l'économie américaine. Par contre, l'évolution de la croissance économique dans la Zone Euro a reflété les effets négatifs du ralentissement du commerce mondial. Parallèlement, la République Dominicaine a gardé sa place d'économie la plus dynamique de la région Amérique Latine et Caraïbes, avec une croissance de l'activité pour cette période évoluant au-dessus de 5% en rythme trimestriel. D'un autre côté, sur les marchés internationaux, les prix des principales céréales (blé, maïs, riz) ont évolué à la baisse en octobre et novembre alors qu'une légère remontée des cours du pétrole a été observée.

Sur le plan national, la conjoncture économique a été caractérisée par la poursuite de la paralysie d'un large pan de l'économie durant les mois d'octobre et de novembre à la faveur des troubles sociopolitiques. Ce fort ralentissement de l'activité économique a entraîné une baisse significative des importations et des recettes publiques, tout en occasionnant par ricochet, une diminution des transactions sur le marché des changes. Dans le même temps, la faiblesse des recettes, dont la dimension structurelle a été renforcée par le dysfonctionnement forcé des services de perception et la baisse des activités, a creusé les écarts par rapport aux dépenses. Dans ce contexte, les autorités monétaires et budgétaires sont intervenues sur plusieurs fronts en vue d'atténuer les effets négatifs de ces développements. D'un côté, la BRH et le MEF ont signé, en novembre, un nouveau Pacte de Gouvernance Économique et Financière en vue de contenir les dépenses de l'État dans les limites des ressources disponibles. D'un autre côté, toujours au cours du mois de novembre, la BRH a baissé son taux directeur de 7 points de pourcentage et pris d'autres initiatives en vue de limiter les charges financières de nombreuses entreprises sévèrement affectées par les événements des derniers mois ainsi que les impacts sur la santé du système financier, laquelle décision a été facilitée par l'accalmie observée sur le marché des changes telle que mentionnée plus haut.

## **II. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE GLOBAL**

### **II.1 L'ECONOMIE MONDIALE**

Les données disponibles sur l'économie américaine font état d'une croissance de l'activité de 2,1% entre juin et septembre 2019 contre 2 % au cours de la période avril-juin 2019. Cette embellie semble s'être poursuivie sur la période octobre-décembre 2019, en témoignent les indicateurs publiés par le

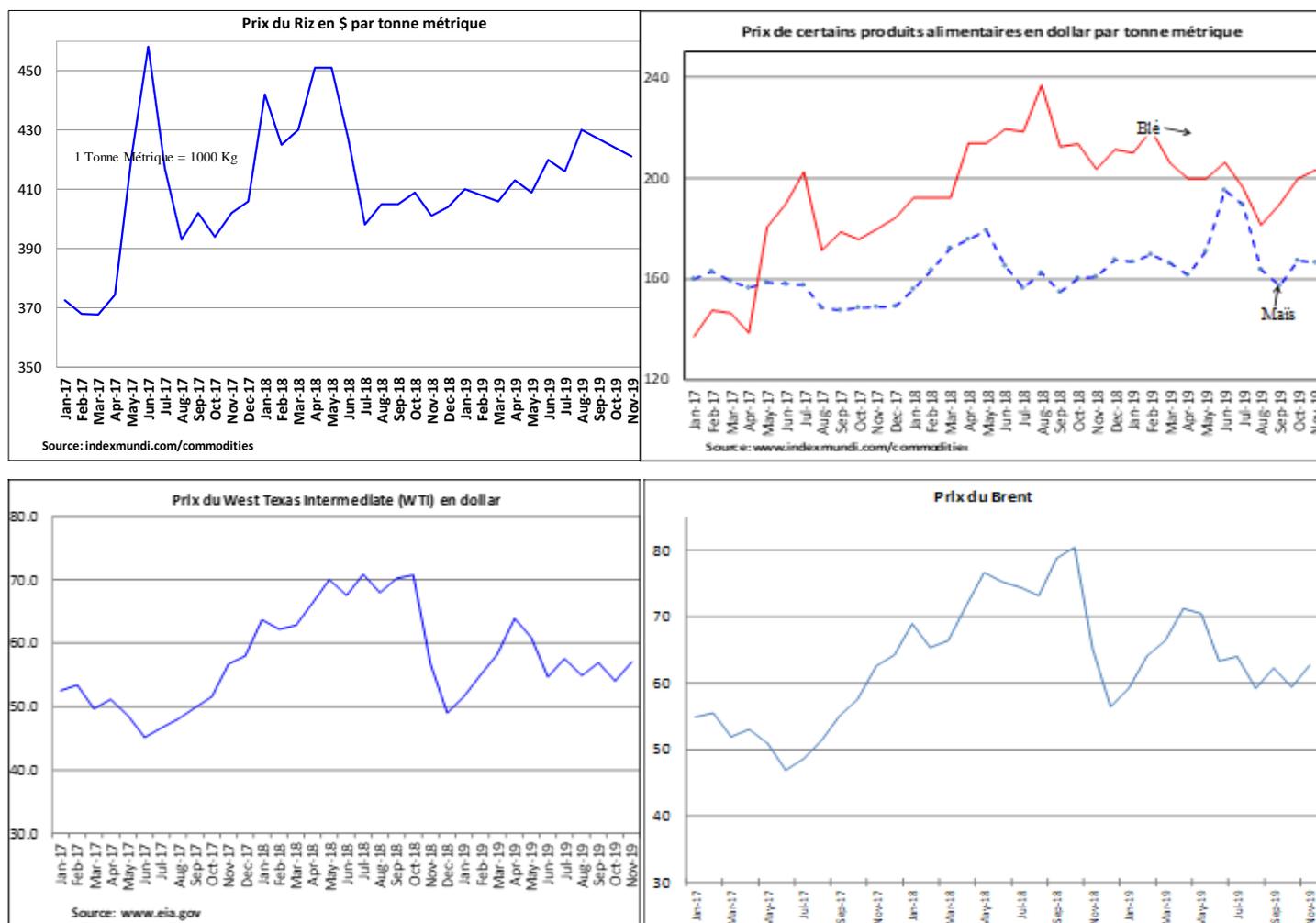
Département du Commerce Américain. En effet, la consommation des ménages, qui représente plus de deux tiers de l'activité économique américaine, a augmenté de 0,4% en novembre contre 0,3% en octobre 2019. Toutefois, le conflit commercial entre la Chine et les États-Unis a aussi entraîné un ralentissement des investissements des entreprises. Dans un contexte de croissance modérée et d'inflation contenue autour de la cible de 2% de la Fed (1,8% et 2,1% respectivement en octobre et novembre), la banque centrale américaine a maintenu sa politique de détente monétaire en gardant inchangé son taux directeur dans un intervalle de 1,75% à 2%.

Parallèlement, la faiblesse du commerce mondial a entraîné le tassement de la croissance dans la Zone Euro. Au troisième trimestre 2019, le PIB de la Zone a progressé au même rythme que le trimestre antérieur, à 0,2%. Si la France et l'Espagne, moins dépendantes des échanges commerciaux ont enregistré des taux de croissance positifs à 0,3% et 0,4% respectivement, l'Allemagne et l'Italie ont pâti des tensions commerciales entre les économies américaine et chinoise. Pour l'année 2020, les prévisions tablent sur une croissance quasiment nulle. Afin de soutenir l'économie face au recul des investissements découlant des incertitudes liées aux tensions commerciales sino-américaines et au processus de sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne (Brexit), les taux directeurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) ont été maintenus à de faibles niveaux. Globalement, les autorités monétaires européennes annoncent le maintien de leur posture accommodante, en raison de la progression atone des prix, loin de leur cible de 2%. En effet, le taux d'inflation s'est chiffré à 0,7% et 1% en glissement annuel, respectivement en octobre et novembre 2019.

Par ailleurs, la progression de l'indice mensuel de l'activité économique (IMAE) de la République Dominicaine s'est établi à 5,20% en octobre 2019 contre 5,10% au mois précédent. L'évolution de l'IMAE témoigne, entre autres, de l'expansion de la demande interne, résultat de la mise en œuvre des mesures d'assouplissement monétaire de la banque centrale. En effet, la baisse du taux directeur fixé à 4,5% depuis juin 2019 et la diminution des taux de réserves obligatoires ont conduit à l'expansion du crédit bancaire, laquelle a atteint 12% en décembre 2019 en glissement annuel. Cette détente monétaire est concomitante à une évolution contenue des pressions inflationnistes, soit un taux d'inflation de 1,60% et de 1,53% respectivement en octobre et novembre 2019, en dessous de la fourchette-cible de de 4 % ± 1 %.

Sur le marché international, l'indice FAO des prix des produits alimentaires a crû de 7,32% entre septembre et décembre 2019 pour se chiffrer à 181,7. Pour les céréales les plus demandées, on a pu assister à une évolution contrastée. D'un côté, le prix du blé a crû de 5,26 % et de 1,84% en novembre

et en octobre 2019 respectivement, alors que le prix de la tonne de riz a diminué, passant de 427 dollars des États-Unis d'Amérique (ÉU) en septembre à 421 dollars ÉU en novembre 2019. Cette baisse résulte de l'augmentation de l'offre du riz sur le marché et de la forte concurrence opposant les différents exportateurs mondiaux. Sur le marché pétrolier, les cours des principaux produits sont à la hausse suite à l'accord signé entre les pays membres de l'OPEP relatif à la réduction de la production pétrolière afin de soutenir les prix du brut. Ainsi, le prix du baril de Brent est passé de 62,83 dollars ÉU en septembre 2019 à 67,96 dollars ÉU au 31 décembre 2019. Quant au prix du WTI, il a atteint 61,06 dollars ÉU au 31 décembre 2019 contre 56,95 dollars ÉU en septembre 2019.



## II.2 L'ÉCONOMIE HAÏTIENNE

Sur le plan national, l'économie a fortement pâti du ralentissement des activités durant les mois d'octobre et de novembre 2019. Dans le cadre d'une enquête d'opinion de la BRH auprès de quelques

entreprises évoluant dans l'aire métropolitaine, les entreprises industrielles produisant pour le marché local confirment pour leur secteur le ralentissement des activités économiques sur la période récente. Si les prix pratiqués par ces entreprises sont restés inchangés durant les deux trimestres passés, leur production et leurs ventes ont évolué à la baisse. Le principal facteur à la base de ce recul est la situation politique et, en second lieu, le problème d'électricité. Toutefois, les délais de paiement des clients se sont allongés sur le dernier trimestre 2019, en témoigne l'évolution baissière de leur trésorerie en l'absence d'extension de leurs autorisations de crédit. Parallèlement, pour 65% des entreprises interrogées, cette situation a entraîné la mise en disponibilité de 10 à 25 % de leurs effectifs. Il convient également de noter que 35% des entreprises interrogées indiquent avoir subi des dommages matériels durant la période de « peyi lòk ». En termes de perspectives, les sentiments par rapport à l'évolution future de l'environnement macroéconomique restent mitigés par rapport à l'évolution du taux de change et du niveau général des prix. Néanmoins, il convient de remarquer que le secteur de l'assemblage a relativement bien résisté aux chocs de ces derniers mois et a pu travailler à environ 95% de ses capacités, avec des emplois directs évalués à 54 205 postes environ en octobre contre 55 282 un mois plus tôt.

Au niveau du secteur agricole, en octobre et novembre 2019, le pays a fait face à des déficits pluviométriques relativement importants, lesquels ont conduit à des résultats en dessous de la normale de saison, notamment en termes de récoltes de maïs et de haricots. Selon la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), ces développements et les hausses de prix qu'ils ont alimentées ont contribué à porter à 3,67 millions le nombre de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire d'urgence, soit environ 35% de la population.

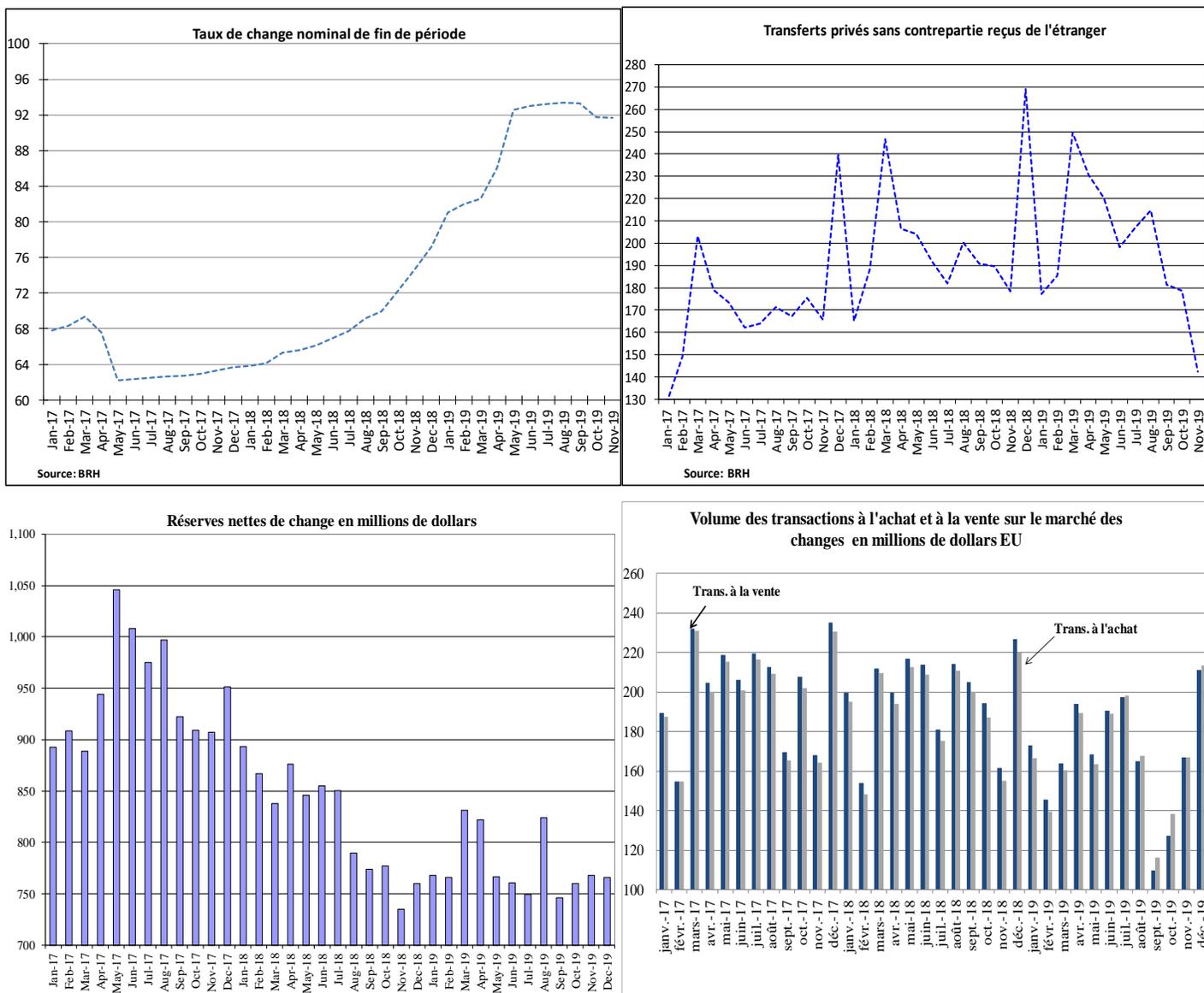
Combinée au blocage régulier des routes et à la rupture des circuits d'approvisionnement des principaux marchés, la rareté des produits, notamment ceux du secteur agricole, a contribué à une hausse sensible du coût du panier alimentaire moyen selon la CNSA. Sur la base de la tendance observée, la BRH a estimé l'inflation pour le mois de septembre 2019 à 20,1%. Ces mêmes projections tablent sur des pressions à la hausse des prix autour de 20,30% en glissement annuel en octobre et novembre 2019.

Au niveau du secteur externe, le ralentissement de l'activité économique au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année fiscale s'est traduit par un recul notable des importations. Avec un total de 639,28 millions de dollars ÉU pour le 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice fiscal en cours, ces dernières correspondent à seulement 54% des importations du 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice fiscal précédent et sont en baisse de 23% par rapport au

niveau enregistré entre juillet et septembre 2019. Toutefois, comme mentionné plus haut, les données disponibles pour les exportations jusqu'au mois de novembre, indiquent qu'elles ont beaucoup moins souffert de la période de « peyi lòk », en se chiffrant à 176,17 millions pour les deux premiers mois, soit 88% du niveau observé pour la même période un an plus tôt.

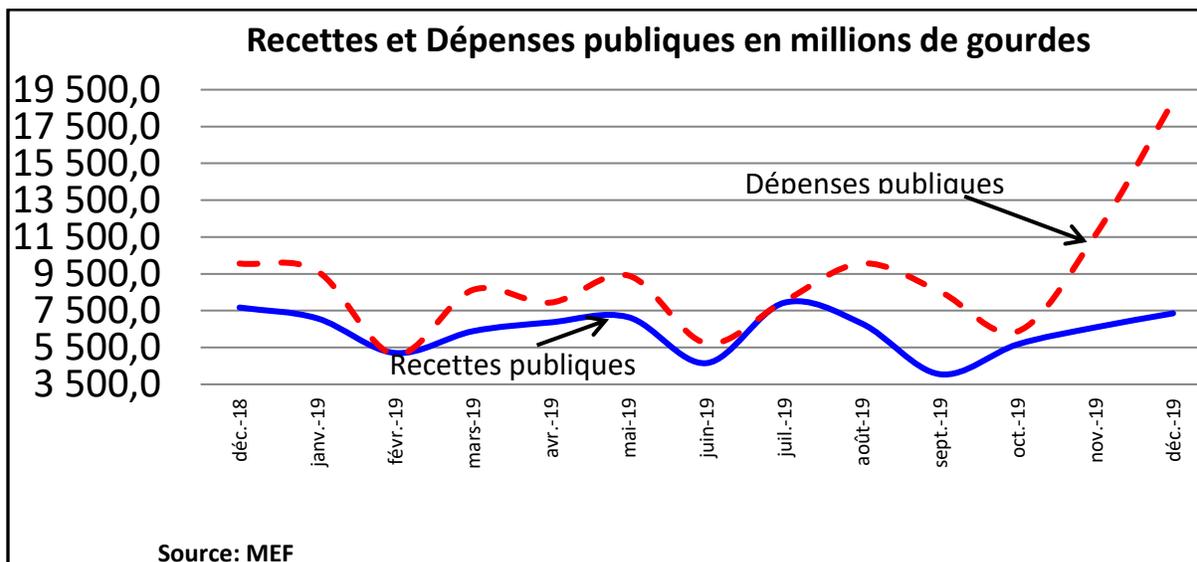
Par ailleurs, pour les mois d'octobre et de novembre 2019, les transferts privés reçus de l'étranger se sont chiffrés à 321,08 millions de dollars ÉU, soit un recul de 12,74% par rapport à la même période de l'exercice dernier. Toutefois, cette baisse est une résultante de l'incapacité de plusieurs compagnies de transferts à effectuer des paiements durant les périodes d'arrêt quasi-complet des activités sur la période. Ainsi, les données préliminaires pour le mois de décembre laissent déjà présager un retour des transferts reçus vers leurs niveaux habituels.

Pour ce qui est du taux de change, la baisse des importations mentionnée plus haut et le recul de la demande pour les devises qui y est associé ont contribué à un léger recul de la dépréciation de la gourde durant le trimestre sous étude. Ainsi, le taux de change de référence de fin de période a baissé de 1,41% entre le 30 septembre et le 31 décembre 2019, contre des hausses de 12,61% et de 0,31% respectivement durant les 3<sup>èmes</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres de l'exercice fiscal écoulé.



Le ralentissement de l'activité économique, notamment durant les deux premiers mois du trimestre a eu des incidences négatives certaines sur la situation des finances publiques. Toutefois, la relative reprise des activités à partir de la fin du mois de novembre a eu en ce sens des effets positifs. Ainsi, au 31 décembre 2019, les taxes et impôts collectés par l'État haïtien ont augmenté de 4,5 % par rapport au trimestre précédent, se chiffrant à 19 618,59 MG. Parallèlement, les dépenses ont crû de 37,7% par rapport au trimestre passé pour se chiffrer à 42 744,53 MG, laquelle progression reflète particulièrement un effet saisonnier lié aux débours destinés aux activités de fin d'année.

La faible hausse trimestrielle des recettes publiques n'a toutefois pas pu compenser la hausse des dépenses de l'État et conséquemment, une détérioration de la position globale nette du gouvernement vis-à-vis de la BRH a été enregistrée, matérialisée par un niveau de financement monétaire de 15 859,04 MG au 31 décembre 2019 contre 5 342,44 MG au trimestre précédent.



### III- LES DECISIONS DE POLITIQUE MONETAIRE AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL 2020

Pour le 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice fiscal 2020, la BRH a mené la politique monétaire avec l'objectif de contrer les effets du ralentissement de l'activité économique lié aux chocs engendrés par la crise sociopolitique. Ainsi, vu les difficultés des entreprises par rapport à leurs engagements envers le système financier et la détérioration subséquente du portefeuille des banques et tenant compte de la relative stabilité du marché des changes, la Banque Centrale a entrepris de desserrer graduellement les conditions monétaires<sup>1</sup>. C'est ainsi qu'à la mi-novembre, elle a procédé à la baisse des taux d'intérêt sur les bons BRH des différentes maturités, les faisant passer de 10%, 14% et 22% à 5%, 7% et 15% respectivement sur les bons BRH de 7, 28 et 91 jours. Toutefois, elle a maintenu sa politique de reprise des liquidités oisives du système à travers les bons BRH, dont l'encours est passé de 3,56 milliards de gourdes à 8,29 milliards entre le 30 septembre et le 31 décembre 2019. Pour ce qui est des interventions sur le marché des changes, compte tenu de la tendance relativement stable de la valeur de la monnaie nationale sur la période, la BRH n'a pas procédé à des ventes de devises durant le trimestre. En revanche, dans le cadre de ses opérations de gestion au niveau du système de paiement, elle a eu à acquérir 16,25 millions de dollars ÉU, d'octobre à décembre 2019. D'un autre côté, en vue de contenir les dépenses de l'État dans les limites des ressources disponibles, le 27 novembre 2019, elle a signé avec le MEF, un nouveau Pacte de Gouvernance Économique et Financière. Cette entente devrait permettre de circonscrire les effets de l'augmentation des besoins de financement de l'État découlant de la contre-performance des finances publiques.

<sup>1</sup> Cette augmentation s'est traduite par une hausse de 0,75 points de pourcentage du coefficient d'arrérage en octobre

Au niveau des statistiques monétaires, la base monétaire, au sens large et au sens restreint, a crû de 10,88% et 12,92% respectivement<sup>2</sup>. L'augmentation de la base monétaire au sens restreint découle de la hausse accélérée et combinée des dépôts en gourdes des banques à la BRH (+10,44% contre +7,40% au trimestre précédent) et de la monnaie en circulation (+15,68% entre septembre et décembre contre 3,78% entre juin et septembre 2019).

Par ailleurs, l'évolution de la base monétaire au sens large est imputable à la progression de l'encours des bons BRH, passant de 3,56 milliards au 30 septembre à 8,18 milliards un trimestre plus tard. Les dépôts en dollars libellés en gourdes des banques commerciales à la banque centrale ont, pour leur part, crû de 4,65% par rapport à septembre 2019, contre 0,97% au trimestre précédent. Cette hausse traduit une augmentation effective du volume de ces dépôts (+6,16%), le taux de change ayant régressé de 1,41% au cours du trimestre.

Au niveau de l'actif du bilan de la Banque Centrale, les créances nettes sur l'État ont crû de 22,19% au 31 décembre 2019 contre 8,18% au trimestre précédent. Pour leur part, les avoirs extérieurs de la BRH ont augmenté de 3,11% par rapport à septembre 2019 comparativement à une contraction de 0,1% au trimestre passé. Évalués en dollars ÉU, ces avoirs ont crû de 2,20% contre 0,41% un trimestre plus tôt. Aussi, cette tendance traduit-elle, non seulement une relative stabilité du change au cours du trimestre, mais aussi une gestion prudente des interventions sur le marché des changes.

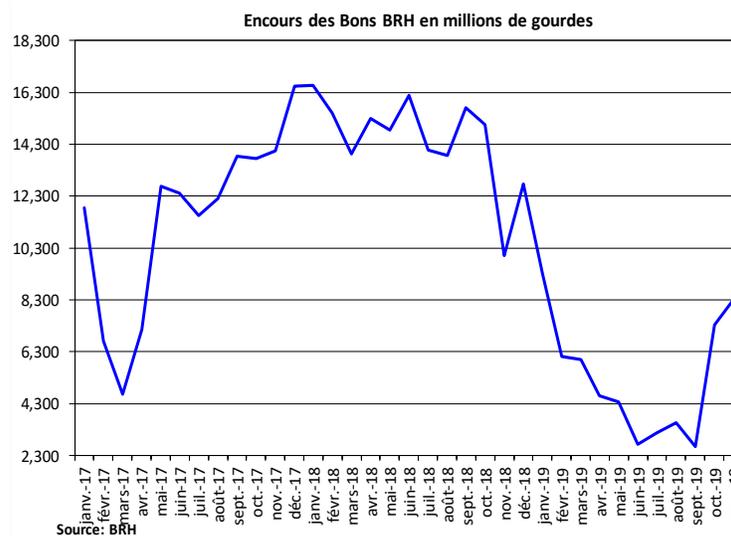
Sur le plan des agrégats monétaires, les données provisoires disponibles au mois de novembre 2019 indiquent une contraction de 1,95 % de l'agrégat monétaire M3 par rapport à septembre 2019 pour s'établir à 370,1 milliards de gourdes. Cette évolution de la masse monétaire est similaire à celle des dépôts en dollars libellés en gourdes qui ont affiché une contraction de 4,98% sur la période alors que les dépôts en gourdes ont augmenté de 2,18%. Conséquemment, la dollarisation des dépôts du système bancaire s'est traduite par un certain ralentissement. Ainsi, comparé à septembre 2019, le ratio «dépôts en dollars sur dépôts totaux» a diminué de 1,61 point de pourcentage au premier trimestre fiscal 2020 pour s'établir à 66,08%.

S'agissant des contreparties de la masse monétaire, la tendance à la hausse des créances nettes sur le secteur public et sur l'administration centrale en particulier s'est relativement ralentie mais a persisté au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2020, indiquant les incidences de la dégradation du climat des affaires sur la situation financière de l'État. Ces créances ont crû de 7,31% au 30 novembre par rapport au 30

---

<sup>2</sup> Base monétaire au sens restreint = monnaie en circulation + dépôts en gourdes des Banques commerciales à la BRH

septembre 2019 contre 11,94% au trimestre précédent. Parallèlement, entre septembre et novembre 2019, les avoirs extérieurs du système bancaire ont diminué de 2,74 % comparativement à une hausse de 2,35% entre juin et septembre 2019. Sur la même période, le crédit au secteur privé s'est contracté de 4,59% comparé à une hausse de 2,88% au trimestre précédent et de 8,94% au premier trimestre fiscal 2019. Aussi, l'offre de crédit, a-t-elle pâti du contexte sociopolitique qui a prévalu dans le pays au cours des deux premiers mois du trimestre sous étude.



#### **IV- LES RESULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SYSTEME BANCAIRE**

Les données disponibles sur le système bancaire au 30 novembre 2019 témoignent d'une stabilité de la structure financière alors qu'une baisse relative de la qualité de l'actif et des ratios de rentabilité est observée. Du côté des emplois, l'actif du système bancaire a diminué de 1,1% par rapport au 30 septembre 2019, à 397,7 milliards de gourdes, reflétant essentiellement l'effet combinée d'une contraction des prêts nets (-5,1%) et des autres placements (- 4,17%). La baisse du portefeuille de prêts nets est une résultante de la baisse simultanée de 4,59% des prêts en gourdes et de 5,45 % de ceux contractés en dollars ÉU convertis en gourdes dont l'évolution est tributaire du comportement du taux de change.

Par ailleurs, au cours du trimestre sous-revue, en raison du renforcement de la politique de reprise des liquidités oisives du système entrepris par la BRH, les banques commerciales ont consacré une plus grande part de leurs avoirs à l'achat de bons BRH. Conséquemment, le montant des placements effectués dans ces titres pour l'ensemble du système est passé de 1 840 MG au 30 septembre à 5 620 MG au 30 novembre 2019.

Parallèlement, le côté ressource du bilan du système bancaire a été marqué par une diminution des dépôts à 319,5 milliards de gourdes au 30 novembre 2019 contre 324,5 milliards au 30 septembre, soit une contraction de 1,54%. Cette évolution reflète celle des dépôts à vue (-4,51) en dépit des faibles hausses des autres catégories (dépôts d'épargne (+1,27%) et à terme (+0,14%)). Conséquemment, le ratio « Prêts bruts/Dépôts totaux », un indicateur d'intermédiation bancaire, s'est affiché à 38,4% en novembre 2019, soit un recul de 1,29 point de pourcentage comparativement à septembre 2019.

D'octobre à novembre 2019, le système bancaire a généré un produit net de 3 568,9 MG, soit une progression de 1,1% par rapport à la même période de l'exercice passé. Cette performance résulte principalement de l'évolution des revenus nets d'intérêt (+18,3%), les autres revenus ayant chuté de 22,2% sur la même période. Par ailleurs, en raison de l'augmentation moins que proportionnelle du produit net bancaire par rapport aux dépenses d'exploitation (1,1% contre 16% respectivement), le cumul du bénéfice net du système pour la période susmentionnée a atteint 747,2 MG, contre 1 183,5 MG un an auparavant, soit une contraction de 36,9%.

En ce qui a trait aux ratios financiers clés du système bancaire, on a enregistré une certaine détérioration de la qualité de l'actif comme indiqué plus haut, tant du point de vue du coefficient d'arréage que de celui du provisionnement des mauvaises créances. En effet, le coefficient d'arréage<sup>3</sup>, principal indicateur de mesure de la qualité de l'actif s'est inscrit à 7,16% en moyenne pour les deux premiers mois du trimestre comparativement à 2,97% en moyenne d'octobre à novembre 2018. De même, le ratio des provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs s'est établi à 47,86% au 30 novembre 2019 contre 83,98% en novembre 2018.

Par rapport à septembre 2019, la structure financière du système est restée plutôt stable, avec un léger renforcement du poids de l'avoir des actionnaires dans l'actif. En effet, l'assise financière du système est passée de 8,40% en septembre à 8,47% en novembre 2019 tandis que le ratio des dépôts en pourcentage de l'actif s'est inscrit à 80,34% en novembre 2019 contre 80,73% en septembre 2019.

Pour les ratios de rentabilité du système bancaire, le rendement de l'actif (ROA) a évolué à la baisse, tant sur une base trimestrielle qu'en moyenne qu'annuelle. Ainsi, établi à 1,44% en moyenne d'octobre à novembre 2018, il s'est inscrit à 1,12% en moyenne pour la même période en 2019, soit un recul de 32 points de base. S'agissant du rendement des fonds propres (ROE), il a affiché une évolution similaire au ROA. En moyenne, il s'est affiché à 13,36% entre octobre et novembre 2019 comparé à 16,1% pour

---

<sup>3</sup> Ratio prêts improductifs/Portefeuille de prêts

la même période en 2018. Le comportement de ces deux ratios traduit tour à tour la hausse plus que proportionnelle de l'actif et de l'avoir des actionnaires des banques par rapport au résultat net du système, lequel a été très affecté par les troubles sociopolitiques auxquels le pays a dû faire face pendant la période d'octobre à novembre 2019.

Cependant, s'agissant du rendement moyen des prêts productifs, une amélioration de 1,51 point de pourcentage a été enregistrée, le taux moyen d'octobre à novembre 2019 s'affichant à 13,1% contre 11,59% pour la même période en 2018. Pour sa part, la rémunération moyenne des dépôts n'a accusé qu'une amélioration de 14 points de base par rapport à la même période de l'exercice passé, le taux moyen d'octobre à novembre 2019 étant de 1,53%. Du coup, le spread d'intermédiation financière s'est élargi, s'inscrivant en moyenne à 11,57 points de pourcentage d'octobre à novembre 2019 contre 10,20 points pour la même période de l'exercice passé.

Au 30 novembre 2019, un recul de la dollarisation du système bancaire a été constaté au regard des trois principaux ratios utilisés pour mesurer ce phénomène. Ainsi, le ratio des dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux a diminué, en passant de 69,2% en septembre 2019, à 67,10% en novembre. Cette évolution reflète une certaine accalmie observée sur le marché des changes, caractérisée par une relative stabilité du taux de change sur la période. De son côté, le ratio du portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux a régressé de 22 points de base par rapport à septembre 2019, s'affichant à 54,29% au 30 novembre 2019. Pour ce qu'il s'agit de l'actif en devises converties, il représente près de 57,90% de l'actif total au 30 novembre 2019 contre 59,95% au 30 septembre 2019, soit une baisse de 2,05 points de pourcentage.

Suite à la révision à la baisse des taux d'intérêt sur les bons BRH au cours du mois de novembre 2019, les taux d'intérêt moyens sur les prêts en gourdes sont passés de 22,13% en moyenne mensuelle au 4<sup>ème</sup> trimestre fiscal 2019 à 19,92% au premier trimestre fiscal 2020. Parallèlement, sur la même période, les taux sur les dépôts à terme (DAT) en gourdes se sont inscrits à 7% en moyenne, soit quasiment le même taux enregistré au trimestre précédent. Du coup, le spread d'intermédiation financière a baissé de 2,25 points de pourcentage par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre fiscal 2019, à 12,88% en moyenne pour ce premier trimestre 2020.

Au niveau des opérations en devises, le taux d'intérêt moyen sur les prêts est passé de 11,21% au 4<sup>ème</sup> trimestre fiscal 2019 à 10,83% au premier trimestre 2019-2020, soit une baisse de 38 points de base. Pour leur part, les taux d'intérêt sur les DAT en dollars ÉU se sont inscrits en moyenne à 1,27% contre 1,19% au trimestre précédent, soit une légère diminution de 8 points de base. Ainsi, la marge

d'intermédiation sur les opérations en dollars s'est réduite de 46 points de base, en raison de la baisse plus prononcée en termes relatifs des taux débiteurs par rapport aux taux créditeurs.

## V- PERSPECTIVES

Les perspectives pour l'économie haïtienne demeurent mitigées. L'évolution de la situation économique pour les trois prochains mois sera fortement tributaire du climat socio-politique. Les chocs négatifs enregistrés au pays durant les trimestres précédents laissent encore des impacts sur le cadre macroéconomique. En dépit d'une relative reprise des activités vers la fin du premier trimestre, un certain attentisme continue de prédominer en ce qui a trait aux décisions d'investissement et de production ; ce qui affecte la situation de l'emploi et la capacité de l'État à mobiliser des ressources.

Parallèlement, la hausse probable des prix des produits de base au niveau international notamment ceux des produits pétroliers pourrait aggraver le déséquilibre budgétaire avec le maintien des subventions des prix à la pompe. Néanmoins, les prévisions réalisées par les services techniques de la BRH tablent sur une relative stabilisation de l'inflation au deuxième trimestre de l'exercice fiscal 2019- 2020 dans la mesure où, contrairement au trimestre précédent, la circulation des personnes et des biens s'améliore.

Une stabilisation de la situation sociopolitique devrait favoriser une reprise plus soutenue de l'activité, laquelle pourrait entraîner un effet positif sur les finances publiques et une réduction des besoins de financement de l'État auprès de la BRH. La Banque Centrale restera toutefois attachée à sa mission fondamentale de stabilisation des prix et du système financier tout en explorant activement d'autres mesures d'accompagnement pouvant dynamiser les activités de production, et dans certains cas, de concert avec l'Association Professionnelle des Banques pour ce qui concerne le portefeuille de crédit aux entreprises sévèrement affectées par les récentes turbulences socio-politiques. En attendant d'en arriver là, la BRH attend de la part des banques du système les répercussions sur les taux débiteurs de la baisse ses taux directeurs.